

ALGER

الجزائر
الجمهورية
الجمهوريّة

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/L-Union-europeenne-entraîne-des.html>

L'Union européenne entraîne des forces para-militaires en Libye pour sécuriser infrastructures pétrolières et frontières

Publication date: vendredi 29 novembre 2013

- International - Le Livre noir du capitalisme et de l'impérialisme -

Description:

L'intervention de l'OTAN en 2011 a ravagé la Libye, aujourd'hui laissé à un gouvernement impuissant à la tête d'un appareil d'État corrompu, dans une société sous contrôle des bandes criminelles, des groupes terroristes islamistes et des mercenaires tribaux.

Détruire pour reconstruire, alimenter le chaos pour faire payer cher la sécurité : tout est source de profits pour un capitalisme de plus en plus enfoncé dans une spirale pleine de périls pour l'Humanité.

in AC pour <http://solidarite-internationale-pc...>

28.11.13

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

L'intervention de l'OTAN en 2011 a ravagé la Libye, aujourd'hui laissée à un gouvernement impuissant à la tête d'un appareil d'État corrompu, dans une société sous contrôle des bandes criminelles, des groupes terroristes islamistes et des mercenaires tribaux.



EUBAM LYBIA" title="" />

L'information est passée en France via Mediapart, elle avait déjà été éventée en Grande-Bretagne il y a plusieurs semaines par *EU-observer* : un rapport datant du 18 avril, non-publié par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), indique la stratégie européenne dans le chaos libyen.

L'EUBAM - nom de la mission de l'UE - est chargée de former les 16 000 « gardes-frontières » libyens, des forces para-militaires officiellement sous la direction du Ministère de la Défense, en réalité soumis aux influences les plus diverses, mafieuses et politiques, sur le terrain.

Les gardes-frontières libyens : para-militaires impuissants ou infiltrés par les milices ?

Or, selon le rapport de l'UE, **seuls deux des quatorze poste-frontières sont sécurisées à l'heure actuelle** (Egypte et Tunisie) le reste étant entre les mains des milices diverses - tribales, islamistes ou touaregs - en particulier au sud et à l'ouest, à la frontière avec l'Algérie, le Niger et le Tchad.

Selon le gouvernement algérien, **les gardes-frontières sont même infiltrés par les milices**. Une information très probable, le corps des gardes-frontières étant composé pour moitié d'anciens combattants des groupes terroristes (« katiba ») qui ont déposé Kaddafi en 2011.

L'EUBAM est composée de 110 « experts », officiellement issus des services des douanes et de police ... mais s'appuyant également, selon le rapport, sur des « **experts militaires** » censés apporter une « **formation à ses capacités de spécialistes** ».

Le chiffre réel des experts militaires est incertain, mais des officiers de haut rang, tel le général italien Luigi Scollo présents jusqu'en septembre, sont là sur place pour former les forces para-militaires libyennes.

Des liens sont également noués avec les services de renseignement libyens « *heureux de pouvoir collaborer avec la mission EUBAM* », d'après le rapport.

La Libye sous protectorat : la formation de l'armée et de la police par l'OTAN

Chacun des pays impérialistes à la tête de l'intervention de 2011 et du partage (pétrolier) du pays ensuite, prend sa part dans la formation des troupes para-militaires libyennes.

Ainsi, **l'Italie occupera un rôle privilégié** en raison de son passé colonial et des intérêts pétroliers d'ENI, déboursant pas moins de 250 millions d'euros sur deux ans, prenant en charge notamment le contrôle des trafics frontaliers - drogue, armes - ainsi que des migrants.

L'ancienne puissance coloniale formera 60 officiers gardes-frontières au Centre de police de Vicenza, 65 soldats à l'école d'infanterie de Cesano, 280 policiers militaires et 150 policiers civils à Tripoli. Elle fournira sept navires patrouilleurs et 20 véhicules blindés légers « Puma ».

La France assurera de son côté la formation des personnels de l'Armée de l'air - 30 pilotes seront formés à Salon -, de la Marine - 20 officiers navals à Toulon, ainsi que 75 gardes-frontières formés à la protection des personnalités.

Enfin **la Grande-Bretagne privilégie l'encadrement des forces de sécurité**, permettant de la doter d'une influence décisive dans les institutions, avec des « *conseillers stratégiques* » au Ministère de l'Intérieur, et une « *Équipe d'assistance de Défense* » au Ministère de la Défense.

Le protectorat sur la Libye s'étend, selon ce que révèle le rapport, aux **États-Unis qui devraient prendre en charge directement la formation de 5 à 8 000 soldats libyens** et financer à hauteur de 20 millions d'euros la « réforme de la justice, de la sécurité et du contrôle des frontières ».

Enfin, les dictatures islamistes qui supervisent le processus de transformation de l'Afrique du nord et du Moyen-orient en régimes pro-impérialistes s'occupent aussi de ce projet, la Turquie formera 800 officiers de police, les Émirats arabes unis 250 officiers de l'armée.

Contrôler les frontières (1) : la Libye dans l'« Europe forteresse »

De quelles missions seront chargées ces forces policières, militaires et para-militaires libyennes ?

D'abord, **le contrôle des frontières**. C'est la mission officielle, celle sur laquelle insiste beaucoup l'article de Mediapart. Frontières terrestres sur 4 000 km - avec notamment l'Algérie, le Tchad, le Niger et le Soudan et maritimes sur 2 000 km - face à l'Europe.

Ce fut l'objet de la « *Conférence de Paris* » en février dernier réunissant une quinzaine de pays, à l'initiative de

Laurent Fabius, qui devait déboucher sur le programme EUBAM.

Le premier objectif est ancré dans le projet d'« **Europe Forteresse** », sécuritaire : limiter les migrations venant d'Afrique noire, et transitant via la Libye, vers le sud de l'Europe.

C'était le rôle qu'avait donné un temps les dirigeants européens à Muammar Kadhafi, avant 2011, et dont il jouait pour exercer un chantage auprès des puissances de l'UE, dont l'Italie et la France.

En ce sens, le projet EUBAM s'inscrit dans le programme FRONTEX de « *gestion intégrée des frontières extérieures* », intégrant désormais les pays d'Afrique du sud et visant à filtrer l'immigration africaine par une coordination de l'action des gardes-frontières.

Dans cette perspective, l'Union européenne va renforcer la surveillance des frontières maritimes. En décembre, Eurosur, un nouveau dispositif de surveillance maritime intégrant 18 États-membres de l'UE en coopération avec les pays d'Afrique du nord, sera instauré.

Contrôler les frontières (2) : la « stratégie du chaos »

Une autre raison pouvant expliquer la nécessité d'un contrôle accru des frontières terrestres, cette fois, est la crainte face à l'émergence de trafics en tout genre - en particulier d'armes, et surtout de fraude pétrolière et gazière - menaçant jusqu'à l'existence même de l'État libyen.

Les puissances occidentales, pragmatiques, n'avaient déjà pas exclu la partition du pays en deux ou trois entités. Actuellement, la Libye se transforme en une myriade de micro-États féodaux, transformant le pays en un « État failli », aux conséquences sécuritaires incertaines.

Face à cette désagrégation, les intérêts des grands groupes occidentaux semblent contradictoires, trouvant de quoi faire des affaires dans le chaos et la destruction, tout en nécessitant un minimum de stabilité, quitte à être imposée par « protectorat » ou privatisation de la sécurité.

Armement, BTP, eau : des profits français précarisés par l'insécurité du pays

D'un côté, les industries de l'armement française ou italienne veulent re-vendre des armes en Libye. Ainsi, la France a conclu l'an dernier un contrat pour 20 millions d'Euros pour la remise en état de deux navires de guerre libyens, et le déminage des ports, en attendant la vente de quatre patrouilleurs.

Les grands monopoles français participent également à la reconstruction, après avoir favorisé la destruction du pays : Vinci reconstruit l'aéroport de Tripoli, Bolloré le port de Misrata, et Alcatel le réseau de télécommunication du pays.

Ce sont toujours les grands groupes français Veolia et Suez qui sont en lice pour récupérer les réserves d'eau fossile

libyennes et le réseau de distribution de l'eau, dans un pays où l'eau est une ressource cruciale.

Le pétrole libyen : les intérêts de TOTAL, sécuriser les lieux d'extraction

Enfin, l' « or noir » suscite toutes les convoitises, dans un pays qui était le deuxième producteur de pétrole du continent avant la guerre. On se rappelle que le CNT avait promis 35 % du pétrole à Total, suscitant les rivalités de l'italienne ENI, leader avant la guerre.

Les investissements de Total affluent en Libye, 130 millions de \$ en 2013 pour la seule exploitation du gaz. En octobre dernier, Total a annoncé - conjointement avec l'espagnole Repsol et l'autrichienne OMV - avoir découvert une nouvelle réserve de pétrole, au sud du pays.

Or, c'est la contradiction fondamentale de la situation en Libye, **les multi-nationales françaises et étrangères ont à la fois besoin d'un État suffisamment faible - pour leur accorder des contrats, et jouer des rivalités internes - et d'une sécurité assurée, en premier lieu des infrastructures pétrolières.**

L'article de Mediapart insiste peu sur cet aspect décisif, préférant insister sur la dimension migratoire. **La Libye ne produit actuellement que 250 000 barils/jour**, contre 1,5 million avant la guerre, avec une fraude massive aux frontières.

Concrètement, ce sont des bénéfices perdus pour les majors occidentales, un argent qui ne rentre pas dans les caisses de l'État pour financer les contrats d'armement, sans compter le climat d'insécurité qui nuit aux travaux de reconstruction.

Toutefois, **ce climat d'insécurité laisse un espace important à de nouvelles sources de profits : le développement des compagnies de sécurité privée, à laquelle la mission EUROBAM consacre 25 % de son budget, pour garantir la sécurité de son propre personnel.**

Actuellement, la lutte fait rage entre compagnies britanniques (Global Skills, Control Risks, G4S, Hart, Aegis, Blue Hackle) et françaises (Arcos, Geos, Amarante, Gallice) pour emporter le juteux marché libyen, notamment celui de la protection des infrastructures pétrolières.

Détruire pour reconstruire, alimenter le chaos pour faire payer cher la sécurité : tout est source de profits pour un capitalisme de plus en plus enfoncé dans une spirale pleine de périls pour l'Humanité.

Jeudi 27.11.13

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pc...>